

province. Voilà la rapidité avec laquelle se développe cette circonscription.

En fait, le genre de réaction que nous obtenons du gouvernement provincial est une formule fantaisiste et abracadabrante pour financer les commissions scolaires, formule que l'on retrouve également dans les domaines de l'habitation, des soins de santé, des services sociaux et de presque tous les autres services à la collectivité.

Je dirais au député que, compte tenu des réalisations du gouvernement provincial en Colombie-Britannique et du gouvernement fédéral actuel, les perspectives d'avenir et les attentes de l'hôpital Surrey Memorial sont très minces en vérité.

• (1600)

M. Jim Karpoff (Surrey-Nord): Je voudrais aussi que la députée fasse quelques remarques sur la question des services de garde d'enfants. L'an dernier, lorsque le gouvernement fédéral a annoncé qu'il retirait son programme de garde d'enfants dont il s'était tant vanté, il a dit: «Ne vous inquiétez pas. Vous avez le Régime d'assistance publique du Canada. Vous pouvez élargir de façon illimitée vos programmes de services de garde d'enfants grâce au Régime d'assistance publique du Canada. Alors, ne vous inquiétez pas, il n'y a pas de problème.»

Aujourd'hui, le gouvernement dit aux provinces comme la Colombie-Britannique: «Oh! non, vous ne pouvez pas vous servir du Régime d'assistance publique du Canada pour accroître vos services de garde d'enfants afin d'apaiser la crise à laquelle la province est confrontée actuellement.» Que peuvent faire les provinces? Comment peuvent-elles se sortir de cette impasse lorsque les conservateurs leur disent une année d'utiliser le Régime d'assistance publique du Canada et leur disent l'année suivante qu'elles ne peuvent plus le faire?

Mme Langan: Monsieur le Président, encore une fois, je veux remercier mon collègue de sa question.

L'utilisation du Régime d'assistance publique du Canada pour les services de garde d'enfants est très limitée, c'est le moins qu'on puisse dire. Aujourd'hui, le gouvernement limite les fonds utilisés non pas pour créer des places dans des garderies sûres, mais pour faire encore d'autres études. Si les garderies qui ont désespérément besoin de subventions d'équipement, de subventions de fonctionnement ou d'un supplément parviennent à concevoir un programme d'étude qui répond aux critères et qui les aidera peut-être à améliorer un peu leurs services, elles pourront toucher des fonds. Cependant, même ces fonds seront réduits. Le ministre de la Santé nationale et

Le budget

du Bien-être social a dit à maintes reprises à la Chambre en réponse à mes questions que nous verrions une importante augmentation des services de garde d'enfants pendant le mandat du gouvernement conservateur.

Il a également dit cependant qu'il ferait d'autres études. Je vais dire encore une fois aux ministériels qu'ils n'ont qu'à aller à la Bibliothèque du Parlement, qui est juste derrière la Chambre des communes, pour voir que les rayons croulent sous le poids des études sur les services de garde d'enfants. Notre pays a besoin de programmes de garde d'enfants et non d'études sur la question. Nous avons besoin de places dans des garderies pour les enfants qui n'ont pas accès à des services de garde adéquats. Le budget qui vient d'être présenté ne fait rien pour régler ce problème.

M. Joe Fontana (London-Est): Monsieur le Président, c'est un privilège de pouvoir intervenir à la Chambre pour parler du budget.

J'estime que ce budget est un plan qui nous conduit au désastre économique et social. Avec les autres budgets qui l'ont précédé, il nous engage sur une route qui mène nulle part, une route que seul le gouvernement veut emprunter.

C'est un mauvais budget, non seulement pour ce qu'il fait, mais encore plus pour ce qu'il ne fait pas. Au lieu de lancer un défi aux gens, il les pénalise. Ce gouvernement transforme l'avenir, non pas en promesses, mais en cauchemars. Avec ses budgets successifs, y compris ce dernier, il démolit notre pays pièce après pièce, région après région, secteur après secteur et personne après personne.

Les programmes nationaux, les institutions nationales, les services nationaux, le partenariat et les engagements nationaux se sont envolés ou sont en train de disparaître rapidement. J'ai bien peur que le mot «national» ne figurera plus jamais dans notre vocabulaire. Si nous poursuivons dans cette voie, nous devons craindre pour l'avenir de notre pays tel que nous le connaissons maintenant.

La dernière victime de ce budget est le Régime d'assistance publique du Canada. Nous savons que le régime est le principal véhicule dont se servent les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux pour assurer à la population canadienne des services dans les domaines de l'enseignement postsecondaire, de la santé, des garderies et d'autres services nécessaires.

Pourtant, ce gouvernement trouve convenable d'oublier ce qui est d'une importance capitale dans l'histoire de notre pays, de faire fi du partenariat et des ententes historiques conclues avec les provinces parce qu'il veut